



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 JUILLET 1907.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1725

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-cinquième jour de juin 1907, de nommer M. S. Tanner Green, sous-inspecteur des postes, de la cité de Québec, juge de paix sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Saguenay, Dorchester, Drummond, Gaspé, Kamouraska, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Richmond, Rimouski, Témiscouata et Wolfe, et la cité de Québec. 2173.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de juin 1907, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal. — MM. Joseph Roméo Bourdeau, marchand, Joseph Téléphore Fontaine, coiffeur, William Meldrun, marchand, Robert Allan Gentles, marchand de charbon, Henry Louis Cohn, voyageur de commerce, William Joseph Harrington, marchand-tailleur, et William Wallace Caven, commis, tous de la cité de Montréal.

District de Kamouraska. — M. William Gerard

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th JULY, 1907

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1726

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-fifth day of June, 1907, to appoint Mr. S. Tanner Green, deputy inspector of post offices, of the city of Quebec, a justice of the peace under article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Saguenay, Dorchester, Drummond, Gaspé, Kamouraska, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Richmond, Rimouski, Témiscouata and Wolfe, and the city of Quebec. 2174

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of June, 1907, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal. — Messrs. Joseph Roméo Bourdeau, merchant, Joseph Téléphore Fontaine, barber, William Meldrun, merchant, Robert Allan Gentles, coal dealer, Henry Louis Cohn, commercial traveller, William Joseph Harrington, merchant tailor, and William Wallace Caven, clerk, all of the city of Montreal.

District of Kamouraska. — Mr. William Gerard

Power, de la Rivière Ouelle, gérant de la "River Ouelle Pulp & Lumber Company."

District of Trois-Rivières.—MM. Onésime Beaulac, marchand, Gustave V. Gaudin, comptable, de la cité de Trois-Rivières, Delphis Gagnon, cultivateur, de Saint-Joseph de Mékinac, comté de Champlain. 2171

Power of the River Ouelle, manager, of the River Ouelle Pulp & Lumber Company.

District of Three Rivers.—Messrs. Onésime Beaulac, merchant, Gustave V. Gaudin, accountant, of the city of Three Rivers, Delphis Gagnon, farmer, of the parish of Saint Joseph de Mékinac, county of Champlain. 2172

### Proclamation

Canada,  
Province de }  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir de bon droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

2129

### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à

### Proclamation

Canada,  
Province of }  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the ELEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

### PROCLAMATION

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ELEVENTH day of the month of JULY one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HEREIN SAID NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SIXTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2130

### Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act",

fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de juin 1907, incorporant MM. John Théodore Ross, marchand, William A. Marsh, marchand, Robert Stanley, marchand, Amos Campbell, marchand, de la cité de Québec, Philippe Angers, notaire public, et Saint-George Lemoine, gérant de banque, tous deux de Beauceville, dans les buts suivants, savoir : acquérir des mines, réclamations de mines, machines, immeubles, bâtisses, boutiques, magasins, maisons par achat, donation, transfert, échange ou par aucun autre titre et de les posséder et administrer, avec pouvoir d'en disposer par aucun titre quelconque, et d'hypothéquer, louer et en général faire toutes les affaires en rapport avec ceux ; faire les affaires comme compagnie minière, comme marchands et manufacturiers en général ; avec pouvoir d'ériger, maintenir, hypothéquer, échanger, transférer toutes propriétés mobilières et immobilières et en disposer, soit en tout ou en partie, et de concéder des terrains miniers ou autre propriété comme lots à bâtir pour des rentes annuelles constituées et aussi par vente, loyer, échange ou autrement ; avec pouvoir d'ériger des bâtisses pour les fins de maisons à logement et de les vendre ou échanger et louer ; avec pouvoir de faire en général les affaires de gardes-magasins et comme marchands en général pour la vente de toutes affaires et choses de toute nature et de toute sorte ; avec pouvoir d'acquérir et améliorer des pouvoirs d'eau et de développer et mettre en opération le pouvoir à vapeur, électrique ou autre pouvoir moteur, avec le droit de disposer du dit pouvoir pour les fins d'éclairage électrique, de chauffage, d'industrie ou d'aqueducs dans le canton de Broughton, comté de Beauce ; avec pouvoir d'acheter le fonds social et actions de toute autre compagnie, et en général de faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ; explorer et mettre en opération toute sorte de mines, terrains miniers, minéraux, dépôts, veines ou lits d'iceux dans la province de Québec, avec pouvoir d'acquérir et posséder toute propriété mobilière et immobilière, meubles et immeubles, droits sous aucun titre quelconque, et aussi d'en disposer sous aucun titre quelconque, exercer tous les droits, faire toutes les affaires et transaction, utiliser tous les pouvoirs pour mettre en opération les magasins ou manufactures, le tout conformément à la loi, soit aux individus ou corporations dans cette province, sous le nom de "The Frontenac Asbestos Mining Company", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de juillet 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2177

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de juin 1907, incorporant MM. Melville Greenshields, gérant, Alexander C. Calder, teneur de livres, Calixte T. Jetté, huissier, Henry W. Beauchamp, gérant, et Joseph Jenkins, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, à savoir :

Faire en général les affaires de commerce de mines et d'agents financiers de marchands et d'expéditeurs dans toutes leurs branches, et telles autres affaires en rapport avec les affaires susdites qui sont ou qui peuvent, ordinairement, être en rapport avec ceux ou sont ou peuvent devenir naturellement en rapport avec les dites affaires.

Faire toute sorte d'affaires de mines, commerce, développement, exploration et en vue

letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1907, incorporating Messrs. John Théodore Ross, merchant, William A. March, merchant, Robert Stanley, merchant, Amos Campbell, merchant, of the city of Quebec, Philippe Angers, notary public, and Saint George Lemoine, bank manager, both of Beauceville, for the following purposes, viz: to acquire mines, mining claims, machineries, real estate, buildings, workshops, stores, houses by purchase donation, transfer, exchange and lease or by any other title and to hold and administer the same with power to dispose of the same by any title whatsoever, and to mortgage, to lease and generally transact all affairs connected with the same; to carry on business as a mining company as merchants and manufacturers generally; with power to erect, maintain, mortgage, exchange, transfer and dispose of all properties moveable and immoveable, either wholly or in part, and to concede lands mines or other property as building lots for constituted annual rents, as well as by sale, lease, exchange or otherwise; with power to erect buildings for the purpose of dwelling or tenement houses and to sell or exchange and lease the same; with power to carry on a general business as store keepers and as merchants generally for the sale of all matters and things of every nature and kind; with power to acquire and improve water powers and to develop, operate and dispose of steam electric or other motive power, with the right to dispose of said power for electric lighting, heating, industrial or waterwork purposes in the township of Broughton, county of Beauce; with power to purchase the capital stock and shares of any other company, and generally to do all and such things as are incidental to the effective carrying out of the objects for which the company is incorporated; to explore and operate all sorts of mines, mining lands, ore, deposits, veins or beds thereof in the province of Quebec, with power to acquire and own all moveable property and immoveable property, personal or real rights under any title whatsoever and also to dispose of same under any title whatsoever, exercise all rights carry on all affairs business and transaction, to utilize all powers for operating shops or manufactories, the whole within the limits fixed by law either to individuals or corporations in this province, under the name of "The Frontenac Asbestos Mining Company", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of July, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2178

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1907, incorporating Messrs. Melville Greenshields, manager, Alexander C. Calder, bookkeeper, Calixte T. Jetté, bailiff, Henry W. Beauchamp, manager, and Joseph Jenkins, student, all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit:

To carry on the general business of mining trading and financial agents and merchants and shippers in all their branches, and such other business or businesses in connection with the above mentioned businesses as are or may become customarily or usually carried on in connection therewith or are or may become naturally incident, to such business.

To carry on all kinds of mining, trading, development, exploration, and with a view thereto to

d'iceux examiner, ouvrir, développer, explorer et travailler des fermes, terres, lots à bâtir, mines, concessions, réclamations de mines, terrain d'alluvion, plantations de caoutchouc, droits forestiers, bois de toute sorte et autres droits et réclamations; examiner, chercher, explorer, développer et garantir tous titres des fermes, terres, lots à bâtir, mines, concessions, réclamations de mines, terrain d'alluvion, plantations de caoutchouc, droits forestiers, bois de toute sorte et autres droits et réclamations, ou dans l'examen, l'investigation et l'exploration des fermes, terres, lots à bâtir, mines, concessions, réclamations de mines, terrain d'alluvion, plantations de caoutchouc, droits forestiers, bois de toute sorte et autres droits et réclamations; imprimer, publier, annoncer et mettre en circulation des rapports, cartes géographiques, plans, prospectus et documents de toute sorte concernant directement ou indirectement ou supposés ayant rapport aux fermes, terres, lots à bâtir, mines, concessions, droits forestiers, bois de toute sorte, et autres droits et réclamations ou le titre d'iceux, ou à l'organisation, les opérations et les objets de cette compagnie ou à toute autre compagnie.

Faire seul ou conjointement avec autres toute sorte d'affaires de promotion; en particulier de promouvoir ou aider au progrès d'aucune compagnie ou compagnies ayant pour son ou leurs objets ou objets supposés le développement ou l'acquisition ou travail des fermes, terres, lots à bâtir, canaux, mines, réclamations de mines, options, terrain d'alluvion, plantations de caoutchouc, droits forestiers, bois, minéraux, métaux et autres droits ou réclamations; ou dans le but d'acheter, prendre à loyer, chercher, développer ou travailler tous ou toute partie de la propriété ou droits de la compagnie pour le temps présent, ou pour autrement mettre en opération aucun des objets de la compagnie ou pour aucun autre but qui peut être directement ou indirectement calculé pour le bénéfice de la compagnie; avec pouvoir de s'entendre quant au développement ou travail d'aucune des propriétés, droits ou concessions de la compagnie, et d'aider telle compagnie ou compagnies en fournissant ou contribuant aux dépenses préliminaires ou autres, pourvoyant à tout ou à partie du capital d'icelles, et en y prenant des actions, et en payant ou contribuant au paiement d'aucun courtage, honoraires de courtier, commissions ou rémunération à toute personne ou compagnie, pour garantir ou placer ou procurer ou aider à procurer le capital soit en argent, débetures, actions ou stock de débeture et d'entrer dans aucun arrangement ou autre convention avec telle compagnie ou compagnies.

Acquérir de temps en temps, par achat ou autrement, les concessions, octrois, propriété en biens-fonds libre, loyers, droits, réclamations et intérêts ou options sur les terres ou autres propriétés de toute description, y compris les fermes, terres, plantations de caoutchouc, droits, forestiers bois de toute sorte, travaux, quais, carrières, fosses, moulins, bâtisses, machines, stock, matériel et inventions et sur telles conditions et de telle manière qui peut être jugé à propos, et de louer, établir, améliorer, coloniser et cultiver des terres, meubles et immeubles et de développer les ressources des dites terres et des dits meubles et immeubles, en construisant, plantant, nettoyant, arrosant, minant et autrement faisant le commerce d'iceux, les pourvoir de bétail ou autres terres, et élever toute sorte d'animaux, bétail, mouton et produit et en faire le commerce.

Aider, encourager et promouvoir l'immigration sur la propriété de la compagnie, et de la coloniser et pour ces fins de prêter et accorder toutes sommes d'argent, et d'établir des villes ou villages

examine, prospect develop, explore and work farms, lands, building estates, mines concessions, mining claims, alluvial ground, rubber plantations, forest rights, timber and wood of all kinds, and other rights and claims; to examine, investigate, explore, develop and secure any titles to farms, lands, building estates, mines, concessions, mining claims, alluvial ground, rubber plantations, forest rights, timber and wood of all kinds, and other rights and claims; to employ and pay the fees, costs charges and expenses of agents, including persons and corporations, experts, legal counsel, and all persons useful or supposed to be useful, in examining, investigating and exploring farms, lands, building estates, mines, concessions, mining claims, alluvial ground, rubber plantations, forest rights, timber and wood of all kinds and other rights and claims, or in examining, investigating and securing the title to farms, lands, building estates, mines plantations, forest rights, timber and wood of all kinds and other rights and claims; to print, publish, advertise and circulate reports, maps, plans, prospectuses and documents of every kind whatsoever, directly or indirectly relating or supposed to relate to farms, lands, building estates, mines, concessions, forest rights, timber and wood of all kinds and other rights and claims, or the title thereto, or to the organization, operations and objects of this company or any other company.

To carry on alone or in conjunction with others all kinds of promotion business; in particular to promote or assist in promoting any company or companies having for its or their objects or supposed objects the development or acquisition or working of farms, lands, building estates, canals, mines, mining claims, options, alluvial ground, rubber plantations, forest rights, timber, minerals, ores, mining and other rights or claims; or for the purpose of purchasing, taking on lease, prospecting, developing, or working all or any portion of the property or rights of the company for the time being, or for otherwise carrying out any of the objects of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company; with power to arrange as to developing or working any of the properties, rights or concessions of the company, and to assist such company or companies by finding or contributing towards the preliminary or other expenses, providing the whole or part of the capital thereof, and by taking shares therein, and by paying or contributing towards the payment of any brokerage, brokers fees, commissions or remuneration to any person or company, for guaranteeing or placing or procuring or assisting in procuring capital, either in cash, debentures, shares or debenture stock, and to enter into any pooling or other agreement with such company or companies.

To acquire from time to time, by purchase or otherwise, concessions, grants, freehold, leases, rights, claims and interests, or options in lands or other properties of every description, including farm, lands, rubber plantations, forest rights, timber and wood of all kinds, works, wharves, quarries, pits, mills, buildings, machinery, stock, plant and inventions, and upon such terms, and in such manner as may be deemed advisable, and to lease, settle, improve, colonize and cultivate lands and hereditaments and to develop the resources of the same lands and hereditaments, by building, planting, cleaning, irrigating, mining, and otherwise dealing with the same, and to stock the same or other lands, and to breed and deal in all sorts of stock, cattle, sheep and produce.

To aid, encourage and promote immigration into the property of the company, and to colonize the same, and for such purposes to lend and grant any sums of money, and to lay out towns or

sur les terres acquises ou contrôlées par la compagnie ou sur lesquelles la compagnie est intéressée en aucune manière, et de construire, maintenir et changer les chemins, rues, hôtels, maisons de pension, maisons d'ogement, manufactures, boutiques et magasins et de contribuer aux frais pour construire, pourvoir, faire fonctionner et exploiter ceux le tout conformément aux règlements municipaux. Faire toute affaire que la compagnie pourra croire directement ou indirectement avantageuse au développement d'aucune propriété ou elle sera intéressée, et de vendre, explorer, conduire, développer, louer, hypothéquer ou autrement faire le commerce avec toute ou aucune partie de la propriété de la compagnie et en disposer.

Travailler et conduire tous ou aucunes mines, concessions, droits, travaux et propriétés, affaires de commerce et de manufacture, de temps en temps en la possession de la compagnie, en la manière qui peut être déterminée de temps en temps; ériger tous les moulins et machines nécessaires, et matériel, travaux de font, laboratoires, ateliers, maisons et autres bâties; construire, maintenir et changer les réservoirs, puits, aqueducs, gaz, travaux de drainage de toute nature et description; acheter, louer, affermer ou charger des wagons, vaisseaux à vapeur ou à voile; faire et passer tel contrat et arrangements convenables qui peuvent être nécessaires et désirables pour mettre la compagnie en état de faire ses affaires, et en général pour la conduite et administration de ses affaires; faire les affaires d'une compagnie de mine, de fonte, de commerce et métallurgique dans toutes ses branches, et de faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport et avantageuses pour le progrès de la compagnie.

Acheter, manufacturer et vendre toute sorte de biens et effets requis par la compagnie ou par autres, et de négocier des prêts et avances, offrir pour souscription, placer, acheter, faire le commerce, rendre marchand, vendre des métaux, minéraux, pierres précieuses, lingots, numéraire, effets et valeurs de toute sorte et marchandise en général, et de recevoir de l'argent en dépôt et percevoir le revenu de toute sorte.

Acheter ou par autres moyens acquérir, protéger, prolonger et renouveler toutes patentes, droits de patente, brevets d'invention, licences, protection et concessions qui peuvent paraître avantageux ou utiles à la compagnie, et employer et manufacturer, soit sous licences octroyées, soit par privilèges concernant ceux, et de dépenser l'argent en expérience et épreuve, et en amélioration ou recherche pour améliorer toutes patentes, inventions ou droits que la compagnie peut acquérir ou se propose d'acquérir.

Acquérir et entreprendre le tout ou aucune partie des affaires, clientèle et biens d'aucune personne, société ou compagnie faisant ou se proposant de faire aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, et comme partie de la considération de telle acquisition, entreprendre toutes ou aucune des obligations de telles personnes, société ou compagnie, ou y acquérir un intérêt ou entrer en arrangement pour le partage des profits, ou pour coopération ou pour compétition limitée, ou pour aide mutuelle avec aucune telle personne, société ou compagnie, et de donner ou accepter, au moyen de considération pour aucun des actes ou choses susdits ou propriété acquise, toutes actions, débiteures ou garanties qui peuvent être convenues; et de tenir et retenir ou vendre, hypothéquer et faire le commerce de toutes actions, débiteures ou garanties ainsi requies.

Promouvoir toute autre compagnie dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et entreprendre ou aucune des obligations de cette compagnie, ou entreprendre toutes affaires ou opérations qui peuvent paraître de nature à aider ou bénéficier cette compagnie, pour augmenter la valeur d'aucune propriété ou affaires de cette compagnie.

Vendre le tout ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie, soit en bloc, soit par partie

villages on the lands acquired or controlled by the company or in which the company is in any way interested; and to construct, maintain and alter roads, streets, hotels, boarding houses, dwelling-houses, factories, shops and stores and to contribute to the cost of making, providing and carrying on and working the same, the whole in conformity with municipal by-laws. To carry on any business, the carrying on of which the company may think directly or indirectly conducive to the development of any property in which it is interested, and to sell, explore, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, or otherwise deal with all or any part of the property of the company.

To work and carry on all or any mines, concessions, rights, works and properties, trading and manufacturing concerns, from time to time in the possession of the company, in such manner as may be from time to time determined; to erect all necessary mills and machinery and appliances, smelting works, laboratories, workshops, dwelling houses and other buildings; to construct, maintain, and alter reservoirs, wells, aqueducts, gas, drainage works or every nature and description; to purchase, rent, hire or charter waggons, steam or sailing ships; to enter into and carry out such contract and desirable arrangements as may be deemed necessary and desirable to enable the company to carry on its business, and for the general conduct and management of its affairs; to carry on the business of a mining, smelting, trading and metallurgical company in all its branches; and to do all other things as may be found incidental and conducive to the attainment of the objects of the company.

To buy, manufacture and sell all kinds of goods, chattels and effects required by the company or by others, and to negotiate loans and advances, to offer for subscription, place, buy deal in, make merchantable, sell and dispose of ores, metals, minerals, precious stones, bullion, specie, goods and valuables of all kinds and merchandise generally, and to receive money on deposit, and to collect revenue of all kinds.

To purchase or by other means acquire and protect, prolong and renew any patents, patent rights, brevets d'invention, licences, protection and concessions which may appear likely to be advantageous or useful to the company, and to use and turn to account, and to manufacture under or grant licenses or privileges in respect to the same, and to expend money in experimenting upon and testing, and in improving or seeking to improve any patents, inventions or rights which the company may acquire or propose to acquire.

To acquire and undertake the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company carrying on, or proposing to carry on, any of the businesses which this company is authorized to carry on, and, as part of the consideration for such acquisition, to undertake all or any of the liabilities or such persons, firm or company, or to acquire and interest in, or enter into any arrangement for sharing profits, or for cooperation, or for limiting competition, or for mutual assistance, with any such person, firm or company, and to give or accept, by way of consideration for any of the acts or things aforesaid or property acquired, any shares, debentures or securities that may be agreed upon; and to hold and retain or sell, mortgage, and deal with any shares, debentures or securities so received.

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company.

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company, either

ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement les actions, débetures ou garanties de toute compagnie les achetant.

De placer et de faire commerce avec les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis sur telles garanties et de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre.

Prêter et avancer de l'argent ou donner crédit à telles personnes et à telles conditions qui seront jugées nécessaires et en particulier aux pratiques et autres faisant des affaires avec la compagnie.

Emprunter ou prélever de l'argent de telle manière que la compagnie jugera convenable et surtout en émettant des débetures ou débentures, stock à perpétuité ou autrement et de garantir le remboursement de tout argent emprunté ou prélevé par hypothèque, privilège ou lien sur toute la propriété ou actifs de la compagnie ou sur aucune partie d'icelle, soit actuel, présent ou à l'avenir et aussi par semblable hypothèque, privilège, ou pour garantir l'exécution par la compagnie de toute obligation ou dette qu'elle pourra contracter.

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres d'échange, connaissements, mandats, débetures et autres effets négociables ou transférables.

Améliorer, entretenir, cultiver, développer, échanger, louer à bail ou autrement hypothéquer, vendre, remettre en compte, accorder des droits et privilèges en tout ce qui concerne tous les droits ou partie d'iceux sur toute ou partie des propriétés immobilières et droits réels de la compagnie et en disposer.

Faire des arrangements qui peuvent être avantageux pour la compagnie avec tout gouvernement ou autorités supérieures, municipales, locales ou autrement ou aucunes corporations, compagnies ou personnes, ou aucun d'eux, et d'obtenir de tous tels gouvernement, autorité, corporation, compagnie ou personne toutes chartes, contrats, jugements, droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable, et d'exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et de s'y conformer.

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions ou autres intérêts ou garantis d'aucune autre compagnie ayant les mêmes buts en vue ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou de faire toutes affaires pouvant être conduites de manière à bénéficier à la compagnie soit directement soit indirectement.

Agir comme secrétaires, gérants, agents ou courtiers, société ou compagnie, d'entreprendre ou exécuter des sous-contrats, et aussi agir dans aucune des affaires de la compagnie au moyen d'agents, courtiers, sous-entrepreneur ou autres.

Récompenser toute personne, société ou compagnie rendant des services à la présente compagnie, soit en argent soit en accordant des actions ou des valeurs de la compagnie créditée comme totalement payée ou en partie ou autrement.

Payer toutes dépenses encourues pour former ou promouvoir et faire incorporer la compagnie, et payer tous contrats avec aucunes personnes pour la compagnie ; payer des commissions aux courtiers et autres pour assurance, placement, vente ou garantie donnée pour souscription de toutes actions, débetures ou garanties de cette compagnie.

Souscrire pour tout objet charitable ou public et supporter toute institution, société ou club qui peut être pour le bénéfice de la compagnie ou ses employés, ou qui peuvent avoir rapport avec les affaires ou avec toute ville ou endroit où la compagnie fait des affaires ; donner des pensions, gratifications ou aides charitables à aucune personne ou personnes qui peuvent avoir servi la compagnie, ou aux femmes, enfants ou autres parents de telles personnes ; et de former des fonds de prévoyance et de bienfaisance et d'y contribuer pour le bénéfice de toutes personnes employées par la compagnie.

together or in portions, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company purchasing the same.

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined.

To lend and advance money or give credit to such persons and on such terms as may seem expedient, and in particular to customers and others having dealings with the company.

To borrow or raise money in such manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures or debenture stock, perpetual or otherwise and to secure the repayment of any money borrowed or raised by mortgage, charge, or lien upon the whole or any part of the company's property or assets, whether present or future, and also by a similar mortgage, charge, or to secure and guarantee the performance by the company of any obligation or liability it may undertake.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments.

To improve, manage, cultivate, develop, exchange, let on lease, or otherwise mortgage, sell dispose of, turn to account, grant rights and privileges in respect of or otherwise deal with all or any part of the immoveable property and real rights of the company.

To enter into arrangements with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise or any corporations, compagnies or persons that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government, authority, corporation, company or person any charters, contracts, decrees, rights, privileges and concessions which the company may think desirable, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions.

To subscribe for, take, purchase or otherwise acquire and hold shares or other interest in or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company.

To act as secretaries, managers, agents or brokers, firm or company, and to undertake or perform sub-contracts, and also to act in any of the businesses of the company through or by means of agents, brokers, sub-contractors or others.

To remunerate any person, firm or company rendering services to this company, whether by cash payment or by the allotment to him or them of shares or securities of the company credited as paid up in full or in part or otherwise.

To pay all or any expenses incurred in connection with the formation, promotion and incorporation of the company, or to contract with any persons, for or company to pay the same, and to pay commissions to brokers and others for underwriting, placing, selling or guaranteeing the subscription of any shares, debentures or securities of this company.

To support and subscribe to any charitable or public object, and any institution, society or club which may be for the benefit of the company or its employees, or may be connected with its business, or with any town or place where the company carries on business ; and to give pensions, gratuities or charitable aid to any person or persons which may have served the company, or to the wives, children or other relatives of such persons ; and to form and contribute to provident and benefit funds for the benefit of any persons employed by the company.

Distribuer parmi les membres de la compagnie en espèce toute propriété de la compagnie, débiteures, garanties d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir d'en disposer.

Faire toutes autres choses qui peuvent conduire à atteindre aucuns des dits buts ou objets en vue sous le nom de "Hudsons Consolidated Company", avec un fonds social de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en soixante mille (60,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de juillet 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2179

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de juin 1907, incorporant MM. Louis Côté, Georges Côté, manufacturiers, Joseph Nault, régistrateur, Joseph Morin et L. S. René Morin, notaires, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, et Hector Bourgouin, marchand de bois, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

L'exploitation, l'achat, la vente ou la location de toute espèce de brevets d'invention et spécialement du brevet émis en Canada, sous le numéro 93,916, pour un instrument appelé "Proportional Divider" ou "Compas de Réduction," et de tous les brevets émis pour cet instrument en pays étrangers, ainsi que de tous les brevets qui peuvent ou pourront être émis pour l'amélioration du dit instrument.

L'exploitation de toute usine ou manufacture pour la fabrication de tel instrument, de ses améliorations, de toute autre machine, instrument ou outil employé dans la confection des chaussures ou pour l'exploitation de tout autre genre d'industrie quelconque.

L'acquisition d'immeubles, privilèges et pouvoirs d'eau, leur exploitation, ainsi que la production, distribution, achat et vente de force motrice, électricité, lumière ou autre genre de pouvoir et éclairage quelconque, dans les comtés de Saint-Hyacinthe et Bagot, sous le nom de "The Côté Multiple Compass Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Saint-Hyacinthe.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de juillet 1907.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

2175

Avis public est par le présent donné en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du huitième jour de juillet 1907, incorporant MM. Alexander Phydime Simar, gérant d'assurance, John Lebouillier, courtier d'assurance, George Declercq, gérant d'assurance, Narcisse Gagnon, manufacturier de chaussures, Alfred Côté, commis d'assurance, tous de la cité de Montréal, dans les buts d'acheter, prendre ou louer ou acquérir autrement des mines, droits de mines et terres dans la province de Québec et aucun intérêt y ayant rapport, et explorer, travailler, exercer, développer et les mettre à profit, extraire, fondre, purifier, arranger, amalgamer et préparer pour le marché les métaux et minéraux et substance minérale de toute sorte, et de faire toutes autres opérations qui peuvent être utiles à aucun des objets de la compagnie, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, matériel, machines, outils, transports, provi-

To distribute among the members of the company in kind and property of the company, debentures or securities of other companies belonging to this company, or of which this company may have the power of disposing.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name "Hudsons Consolidated Company", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into sixty thousand (60,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the company in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of July, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2180

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1907, incorporating Messrs. Louis Côté, Georges Côté, manufacturer, Joseph Nault, registrar, Joseph Morin and L. S. René Morin, notaries, all of the city of Saint Hyacinth, and Hector Bourgouin, lumber merchant, of the city of Montreal, for the following purposes, to wit :

The working purchase, sale or lease of any sort of patents of invention, and especially of the patent issued in Canada, under number 93,916, for an instrument called "Proportional Divider" or "Compas de Reduction", and of all the patents issued for that instrument in foreign countries, as well as of any patents that can or may be issued for the improvement of this instrument.

The working of any workshop or factory for making of such instrument or its improvements, of any other instrument or any tool employed in manufacturing boots or for running any other kind of industry whatever.

The acquisition of immovables, privileges and water powers, their utilization, as well as the production, purchase and sale of motive power, electricity, light or other kind of power and light whatever, in the counties of Saint-Hyacinth and Bagot, by the name of "The Côté Multiple Compass Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Saint Hyacinth.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of July, 1907.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

2176

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1907, incorporating Messrs. Alexander Phydime Simar, assurance manager, John Lebouillier, insurance broker, George Declercq, assurance manager, Narcisse Gagnon, boot and shoe manufacturer, Alfred Côté, insurance clerk, all of the city of Montreal, for the purpose of purchase, take or lease or otherwise acquire any mines, mining rights and land in the province of Quebec and any interest therein, and to explore work, exercise, develop and turn to account the same, to quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market ore, metal and mineral substance of all kinds and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects, to buy, sell, manufacture and deal in minerals, plants, machinery, implements, conveyances, provisions and things capable of being used in con-

alions et choses capables d'être employées en rapport aux opérations minières ou requises par les ouvriers ou autres employés de la compagnie pour construire, faire, maintenir, améliorer, conduire, travailler, contrôler et surveiller tous chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fournaies, moulins, travaux de broiement, ouvrages hydrauliques dans Broughton Est, travaux, manufacture, entrepôts et autres travaux et commodités qui peuvent paraître directement ou indirectement avantageux à aucun des objets de la compagnie et de contribuer à subventionner ou autrement aider ou prendre part dans aucune telles opérations.

Faire des explorations ou des recherches pour découvrir des mines et minéraux, faire toutes opérations quelconques pour miner, creuser, transporter, expédier, laver, cribler, fondre, purifier, broyer ou travailler en aucune autre manière quelconque, terre, roches ou pierres dans le but d'extraire tous minéraux d'iceux, donner une valeur commerciale à ces minéraux par aucun procédé quelconque et les vendre ou en disposer autrement, acquérir, louer, posséder et céder des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou aucun intérêt y ayant rapport, travaux mécaniques, patentes d'invention ou prévus; employer tels appareils ou inventions patentées ayant rapport aux susdits objets.

Construire, maintenir et travailler sur ces propriétés ou sur celles sous son contrôle des lignes de télégraphe et de téléphone, écluses, fosses, pouvoirs hydrauliques et électriques et autres pouvoirs, ouvrages hydrauliques, chemins, eau, réservoirs, bâtisses, moulins, dépôts et remises nécessaires et utiles pour ses affaires dans Broughton Est.

Exercer tous les pouvoirs qui sont mentionnés dans les articles 5225 à 5231 des statuts révisés, suivant la manière prescrite.

Fabriquer, acheter et vendre toute sorte d'articles, marchandises et outils et appareils requis par la compagnie ou ses employés et ouvriers.

Construire, acquérir, posséder, charger et employer les vaisseaux nécessaires pour ses affaires et le transport de ses produits.

Recevoir le paiement des minéraux, terres, marchandises ou travail fait, actions, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie minière et de la garder ou en disposer.

Acquérir le stock, affaires, effets, privilèges, franchises, contrats ou droit d'aucune personne ou d'une compagnie exerçant aucune industrie ou faisant aucun commerce qui peuvent être faits par une compagnie incorporée en vertu de cette loi et de les payer aux moyens d'actions payées en entier ou en partie, si l'on choisit ainsi, et se charger des dettes et charges y ayant rapport.

Explorer, ouvrir, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'asbeste, d'argent, de cuivre, de fer et autres minéraux.

Acheter, posséder aucun immeuble nécessaire pour les dites affaires minières et de convertir les minéraux en produits commerciaux, employant pour cette fin la vapeur, l'électricité, le pouvoir d'eau ou tout autre pouvoir moteur.

Acquérir des terres et limites à bois et les exploiter.

Construire et conduire des maisons de pension et autres, construire et mettre en opération des moulins de toute sorte, pour produire l'électricité pour l'éclairage, pouvoir moteur et pour autres fins.

Faire en général des affaires de commerce, acheter et vendre des objets, effets et marchandises, y compris tout le bois employé dans le commerce.

Construire et travailler sur ses propriétés ou sur celles sous son contrôle, des lignes d'embranchement de chemins de fer conduits par la vapeur ou l'électricité, mettant en communication les divers ateliers et établissements de la compagnie pour les fins de ses opérations seulement.

Faire toutes les choses et opérations qui sont nécessaires à celles ci dessus mentionnées ou qui

nection with mining operations or required by workmen or other employed by the company, to construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any roads, ways, bridges, reservoirs, water courses, aqueducts, wharves, furnaces, mills, crushing works, hydraulic works in East Broughton, works, factories, warehouses and other works and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the objects of the company and to contribute to subsidise or otherwise aid or take part in any such operations.

To carry on explorations or searches, to discover mines and ores, to perform any operations whatever for mining, digging, carrying, shipping, washing, sifting, smelting, purifying, crushing or treating in any other way whatsoever, earth, rocks or stones for the purposes of extracting any minerals therefrom, to give a commercial value to these ores by any process whatever and sell or otherwise dispose of them, to acquire lease, own and convey mines, mining lands, mining rights, rights of preemption or any interest thereon, mechanical operations, patents of inventions or thought; to use such apparatus or patented inventions, relating of the aforesaid objects.

To build, maintain and work on these properties or those under its control, telegraph and telephone lines, dams, dykes, hydraulic powers, electric and other powers, water-works, roads, water, water shops, buildings, mills, depot and sheds necessary and usefull for its business in East Broughton.

To exercise all the powers which are mentioned in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner prescribed.

To fabricate, purchase and sell any kind of articles, merchandises and tools and apparatus required by the company or its employees and workmen.

To build, acquire, own, freight and employ the ships necessary for its business and for the conveyance of its products.

To receive in payment of ores, lands or merchandise or work done, shares, debentures or other values issued by a mining company and to keep or dispose of the same.

To acquire the stock, business, the goods, privileges, franchises, contracts or rights of any person or of a company exercising any industry or carrying any trade which can be done by a company incorporated under this law and to pay them by means of shares partly or entirely paid up, if it so chooses, and to assume the debts and charges connected therewith.

To explore, open, develop, work, improve, maintain and direct mines of asbestos, silver, copper, iron and other minerals.

To buy, hold any real estate necessary for the said mining business and to convert the ores into commercial products employing for such purpose, steam, electricity, water power or any other motive power.

To acquire timber lands and limits and work them.

To build and conduct boarding houses and others, to build and operate mills of all kinds, to produce electricity for light, motive power or other purposes.

To carry on a general trading business, to buy and sell objects, effects and merchandise, including therein all lumber used in trade.

To build and work on its properties or on those under its control, branch railway lines driven by steam or electricity connecting the several workshops and establishments of the company for the purpose of its operation only.

To do all things and operations which are necessary to those herein set forth or which can facilitate

peuvent faciliter la mise en opération de l'objet de son incorporation, sous le nom de "Canada Asbestos Company Limited", avec un fonds social d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1907.

2207

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juillet 1907, co stituant en corporation MM. Ernest E. Cinq-Mars, journaliste, Stanfield Larose, inspecteur d'immigration, Henri Bélanger, agent, George Tessier et Oscar Lafleche, commis, tous de la cité de Hull, dans le but de favoriser l'enseignement de la littérature et d'en stimuler l'étude, de fournir des moyens de distraction et d'amusement aux membres de la corporation, d'établir et de maintenir pour ces derniers un lieu de réunion, et de faire tous les actes nécessaires à ces fins, sous le nom de Club Canadien de Hull, avec un fonds social de mille piastres (\$1 000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de juillet 1907.

2189

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de juin, par lesquelles le nom de La Compagnie Bonneville, Gagnon, Cornellier a été changé par celui de La Compagnie Bonneville et Gagnon.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de juillet 1907.

2169

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

No 1901.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-huitième jour d'août prochain, 1907, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,  
Secrétaire.  
2183

Québec, 13 juillet 1907.

La compagnie "The Broughton Asbestos Fibre Company", de Portland, Maine, un des états unis d'Amérique, a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, de East Broughton.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées

carrying out the purpose of its incorporation, under the name of Canada Asbestos Company, Limited", with a total capital stock of one million [dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this eleventh day of July, 1907.

2208

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1907, incorporating Messrs. Ernest E. Cinq-Mars, journalist, Stanfield Larose, immigration inspector, Henri Bélanger, agent, Georges Tessier and Oscar Lafleche, clerks, all of the city of Hull, for the purpose of favoring the teaching of literature and stimulating the study of it, of providing means of diversion and amusement to the members of the corporation, of establishing and keeping for these latter a meeting place, and of doing any act necessary for these purposes, by the name of "Club Canadien de Hull", with a capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of July, 1907.

2190

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, by which the name of "La Compagnie Bonneville, Gagnon, Cornellier" was changed to "La Compagnie Bonneville et Gagnon."

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of July, 1907.

2170

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

No. 1901.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the twenty eighth day of August next, 1907, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the twentieth day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

PAUL DE CAZES,  
Secretary.  
2184

Québec, 13th July, 1907.

The "Broughton Asbestos Fibre Company", of Portland, Maine, one of the united states of America, has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, of East Broughton.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted

contre elle, est M. Herbert N. Williams, de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 5 juillet 1907.

2167

# LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUEBEC.

(Extrait de la Loi 1, Ed. VII, chap. 31, sec. 3, art. 16).

16. La recommandation des patrons et des employés, relativement aux personnes à nommer membres des Conseils d'Arbitrage, s'obtient en la manière ci-après déterminée :

(a) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les patrons, chaque patron de la province, employant au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute association de la province, constituée ou non en corporation, représentant les intérêts des patrons, dont chaque membre emploie au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute chambre de commerce de la province légalement constituée a droit à un vote.

(b) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les employés comme membre du Conseil d'Arbitrage en matière étrangère aux chemins de fer, toute association ouvrière ou de travail, toute assemblée de district de chevaliers du travail, tout conseil fédéré des ouvriers en bâtiments, toute union ouvrière légalement constituée en corporation, toute association d'ouvriers d'une industrie principalement constituée pour s'occuper et s'occuper réellement et *bona fide* de la fixation des salaires et des heures de travail, a droit à un vote.

## AVIS.

En conformité des dispositions de la "Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industrielles", toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Conseils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1905.

FELIX MAROIS,

Greffier des Conseils de Conciliation et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics.

Québec, 29 juin 1907.

2131.2

Québec, 19 juin 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par F. Albert Labelle, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant dans la cité de Hull, comté et district d'Ottawa, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henry Desjardins, en son vivant notaire public, de la cité de Hull, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

1997.4

Secrétaire de la province.

## EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou tra-

against it, is Mr. Herbert N. Williams, of the parish of le Sacré Cœur de Jésus.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 5th July, 1907.

2168

# THE QUEBEC TRADE DISPUTES' ACT.

(Extrait from Statute 1, Ed. VII, chap. 31, sect. 3, art. 16).

16. The recommendation of employers and employees, as to the persons to be appointed as members of the Council of Arbitration respectively, is ascertained as follows :

(a) For the selection of the person to be recommended by the employers, every employer in the province, having at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every organization in the province, whether incorporated or unincorporated, representing the interests of employers, each member of which has at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every Board of Trade in the province legally constituted is entitled to one vote.

(b) For the selection of the person to be recommended by employees as a member of the council of arbitration in matters foreign to railways, every trade and labor council, every district assembly of the knights of labor, every federated council of building trades, every lawfully incorporated trade union, every organization of wage earners of an industrial calling primarily constituted and actually and *bona fide* operated for the regulation of the wages and hours of labor, is entitled to one vote.

## NOTICE.

Pursuant to the provisions of the "Act respecting Council of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes," all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give their name and postal address to the undersigned on or before the first day of August, 1905.

FELIX MAROIS,

Clerk of Councils of Conciliation and of Arbitration.

Department of Public Works.

Quebec, 29th June, 1907.

2232

Quebec, 19th June, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by F. Albert Labelle, esquire, notary public, practising and residing in the city of Hull, county and district of Ottawa, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henry Desjardins, in his lifetime notary public, of the city of Hull, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

1998

Provincial Secretary.

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular

vaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ou-

verture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1727

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1728

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre, indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for

des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1729

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1730

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Avis est par le présent donné que, conformément à une résolution du bureau des directeurs de D. W. Ogilvie & Co. inc., à une assemblée tenue dans la cité de Montréal, le 17e jour de juin 1907, et ratifiée à une assemblée des actionnaires de la dite compagnie, à une assemblée tenue à la même date : "Règlement No V, de la dite compagnie, soit amendé en retranchant le mot "cinq", et en y substituant le mot "trois." Le règlement amendé devant se lire comme suit :

"Un bureau de trois directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, possédant du stock de la compagnie absolument en leur propre nom et n'ayant pas d'arrérages quant aux versements d'icelui."

Par ordre,

E. CECIL SHORT,  
2197 Secrétaire-trésorier.

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que, Dame Jennie Cook, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse de Andrew William Dewar, commerçant, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jean, 8 juillet 1907. 2185

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure*  
No 3515.

Dame Philomène Campbell, de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, district de Rimouski, épouse de Théophile Bouchard, du même lieu, journalier, dûment autorisé à ester en justice, a, le 25 juin 1907, intenté contre le dit Théophile Bouchard, une action en séparation de biens.

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Procureurs de la demanderesse.  
Rimouski, 9 juillet 1907. 2203

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, pursuant to a resolution of the board of directors of D. W. Ogilvie & Co. inc., at a meeting held at the city of Montreal, on the 17th of June, 1907, and ratified at a meeting of the shareholders of the said company, at a meeting held on the same date : "By-law No. V, of the said company, be amended by striking out the word "five" and substituting therefor the word "three." The amended by-law to read as follows :

"A board of three directors shall be elected annually from among the shareholders of the company, holding stock of the company absolutely in their own name, and not in arrears in respect to any calls thereon."

By order,

E. CECIL SHORT,  
2198 Secretary treasurer.

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that, Dame Jennie Cook, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of Andrew William Dewar, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for the plaintiff.  
Saint Johns, 8th July, 1907. 2186

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
No. 3515.

Dame Philomene Campbell, of the parish of Sainte Marie de Sayabec, district of Rimouski, wife of Theophile Bouchard, of the said place, laborer, duly authorized for the purpose of the present suit, has, on the 25th June, 1907, taken an action in separation as to property against the said Theophile Bouchard.

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Rimouski, 9th July, 1907. 2204

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2282.

Dame Nathalie Laberge, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Alfred Trudeau, boucher, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 28 juin 1907. 2149.2

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
No 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, épouse commune en biens de Nazaire Reigoin, hôtelier, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 10 juin 1907. 1935.5

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 115.

Dame Philomène Delorme, de la ville de Victoria-ville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, autrefois de la paroisse de Saint-Médard de Warwick, et actuellement dans les états-unis d'Amérique; la dite Dame Philomène Delorme dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Honoré Lambert, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 27 mai 1907. 1927.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3435.

Dame Evelina Rivard, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Emmanuel Guérin, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Emmanuel Guérin, Défendeur.  
Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur, le 22 mars dernier.

D. A. LAFORTUNE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 18 juin 1907. 2043.4

## Avis de Faillites

*District de Beauce.*

Dans l'affaire de H. A. Larue, Beauceville, Failli.

Avis est donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 juillet 1907, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

P. ANGERS,  
Curateur.  
Beauceville, 29 juin 1907. 2163

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Samuel Moses, American Cloak Co., Montréal, Insolvable.  
Avis est par le présent donné que, le 5e jour de juillet 1907, par un ordre de la cour, nous avons été

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2282.

Dame Nathalie Laberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théophile Alfred Trudeau, butcher, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 28th June, 1907. 2150

*Superior Court.—District of Montreal.*  
No. 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, wife common as to property of Nazaire Reigoin, of the city and district of Montreal, hotelkeeper, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th June, 1907. 1936

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 115.

Dame Philomène Delorme, of the town of Victoria-ville, wife common as to property of Honoré Lambert, heretofore of the parish of Saint Médard de Warwick, and actually in the united states of America; the said Philomène Delorme duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

The said Honoré Lambert, Defendant.  
An action for separation of bed and property has been, this day, instituted against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 27th May, 1907. 1928

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3435.

Dame Evelina Rivard, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Emmanuel Guérin, butcher, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff;

vs

The said Emmanuel Guérin, Defendant.  
Notice is hereby given that a suit for separation from bed and board, and as to property, has been brought against the defendant, on the 22nd of March last.

D. A. LAFORTUNE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 18th June, 1907. 2044

## Bankrupt Notices

*District of Beauce.*

In the matter of H. A. Larue, Beauceville, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th July, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

P. ANGERS,  
Curator.  
Beauceville, 29th June, 1907. 2164

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Samuel Moses, American Cloak Co., Montréal, Insolvent.  
Notice is hereby given that, on the 5th day of July, 1907, by order of the court, we were

nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 13 juillet 1907.

2161

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re H. B. Neimson, Montréal, absent.*

Avis est donné que, le 6e jour de juillet 1907, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, absent.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 13 juillet 1907.

2165

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Robert S. Fraser, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 29e jour de juillet 1907, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Liquidateur.

Montréal, 10 juillet 1907.

2195

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 78.

Dans l'affaire de William James Mackenzie, marchand, des cité et district de Montréal, faisant affaires seul, en général et en particulier, dans le village de Stanbridge East, dans le district de Bedford, sous les nom et raison de "The Mackenzie Trading Company," Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, le huitième jour de juillet 1907, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieur du district de Montréal.

H. V. DUGGAN,  
JOSEPH DESAUTELS,  
Subrogés gardiens provisoires.

No 220, Board of Trade building,  
Montréal.

Montréal, 9 juillet 1907.

201

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 77.

Dans l'affaire de Dame Sarah Blitz (B. Finkelstein & Company), Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 4e jour de juillet 1907, la susdite faillie a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

H. V. DUGGAN,  
JOS. DESAUTELS,  
Subrogés gardiens provisoires.

Chambre 220, Board of Trade Building, Montréal.  
Montréal, 9 juillet 1907.

2199

appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street,  
Montreal, 13th July, 1907.

2162

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re H. B. Neimson, Montreal, absentee.*

Notice is given that, on the 6th day of July, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, absentee.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 13th July, 1907.

2166

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In the matter of Robert S. Fraser, Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 29th July, 1907, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Liquidator.

Montreal, 10th July, 1907.

2196

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 78.

*In the matter of William James Mackenzie, merchant, of the city and district of Montreal, doing business alone generally and particularly, in the village of Stanbridge East, in the district of Bedford, under the firm name of "The Mackenzie Trading Company," Insolvent.*

Notice is hereby given that the above named insolvent, has, on the eighth day of July, 1907, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

H. V. DUGGAN,  
JOSEPH DESAUTELS,  
Subrogate provisional guardians.

No. 220, Board of Trade Building,  
Montreal.

Montreal, 9th July, 1907.

2202

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 77.

*In the matter of Dame Sarah Blitz (B. Finkelstein & Company), Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that, on the 4th day of July, 1907, the above named insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of her creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

H. V. DUGGAN,  
JOS. DESAUTELS,  
Subrogate provisional guardians.

Room 220, Board of Trade Building, Montreal.  
Montreal, 9th July, 1907.

2200

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **WILLIAM DUFF,**  
No 402. } Demandeur : contre  
**LOUIS LAMBERT,** Défendeur.

La moitié nord-est du neuvième lot du troisième rang du canton de Bulstrode, contenant environ cent acres, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bulstrode, comme étant la moitié est du lot numéro cent soixante-quatorze (No 174)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le **QUATORZIÈME** jour d'**AOUT** prochain, 1907, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 8 juillet 1907. 2181  
[Première publication, 13 juillet 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Arthabaska, à savoir : } **EDGAR S. CHAPMAN**  
No 7802. } & **WILLIAM H. CHAPMAN,** co-associés, sous la raison sociale de Chapman Frère, Demandeurs ; contre **LOUIS LASONDE,** de Brome, et **W. STANISLAS BROCHU,** de Daveluyville, Défendeurs.

Comme appartenant à W. S. Brochu :

Un emplacement situé dans le village de Daveluyville, connu et désigné au cadastre de Bulstrode, comme étant la moitié nord du numéro quarante et un-cent (No 41-100) ; borné en front au chemin public du premier rang de Bulstrode, en arrière à la rivière Bécancour, d'un côté, au sud, à Joseph Paquin, et de l'autre côté, au nord, à Joseph Blais—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **JUILLET** prochain, 1907, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 18 juin 1907. 2005.2  
[Première publication, 22 juin 1907.]

## Ventes par le Shérif—Beauce

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } **CHARLES AUDET,** Deman-  
No 1810. } deur ; contre **LES HERITIERS** de feu Pierre Goupil, Défendeurs.

Les lots numéros deux cent vingt-huit (228), deux cent vingt-neuf (229), deux cent trente (230) et deux cent vingt-deux (222), du cinquième rang du canton de Buckland—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nazaire de Dorchester, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **JUILLET** prochain (1907), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**JOS. POIRIER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 17 juin 1907. 1973.2  
[Première publication, 22 juin 1907.]

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **WILLIAM DUFF,**  
No. 402. } Plaintiff ; against  
**LOUIS LAMBERT,** Defendant.

The north east half of lot number nine, in the third range of the township of Bulstrode, containing about one hundred acres, now known on the official plan and book of reference for said township of Bulstrode, as being the east half of lot number one hundred and seventy four (No. 174)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Saint-Rosaire, on the **FOURTEENTH** day of **AUGUST** next, 1907, at the hour of **TEN** in the forenoon.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaska, 8th July, 1907. 2182  
[First published, 13th July, 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Bedford.*

Arthabaska, to wit : } **EDGAR S. CHAPMAN &**  
No. 7802. } **WILLIAM H. CHAPMAN,** co-partners, under style of Chapman Bros. Plaintiffs ; against **LOUIS LASONDE,** of Brome, and **W. STANISLAS BROCHU,** of Daveluyville, Defendants.

As belonging to W. S. Brochu :

An emplacement situate in the village of Daveluyville, known and described in cadastre of Bulstrode, as being the north half of lot number forty one-hundred (No. 41-100) ; bounded in front by the highway of the first range of Bulstrode, in the rear by the Bécancour river, on one side, southerly, to Joseph Paquin, and on the other side, northerly, to Joseph Blais—with the buildings thereon erected.

To be sold at parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next, 1907, at the hour of **TEN** in the forenoon.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 18th June, 1907. 2006  
[First published, 22nd June, 1907.]

## Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Quebec.*

Beauce, to wit : } **CHARLES AUDET,** Plaintiff ;  
No. 1810. } against **THE HEIRS** of the late Pierre Goupil, Defendants.

Lots numbers two hundred and twenty eight (228), two hundred and twenty nine (229), two hundred and thirty (230) and two hundred and twenty two (222), of the fifth range of the township of Buckland—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nazaire de Dorchester, on the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next (1907), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**JOS. POIRIER,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 17th June, 1907. 1974  
[First published, 22nd June, 1907.]

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Beauharnois.*

Province de Québec, } **J**OSEPH ALFRED  
District de Beauharnois, } MASSON, Deman-  
No 5272. } deur; contre DUNCAN  
McRAY, Défendeur.

La moitié indivise d'une terre située dans le canton de Dundee, connue et désignée aux plan et sur le livre de renvoi officiels sous le numéro quinze (15), du deuxième rang du dit canton de Dundee, dans le comté de Huntingdon—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 14 juin 1907. 1983.2  
[Première publication, 22 juin 1907.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **J**. WILLIAM SHAW &  
District de Montréal. } CIE., Demandeurs;  
No 2461. } vs CLEMENT MARCIL,  
Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Jean Chrysostôme, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comme partie du numéro sept cent neuf (709); borné comme suit: au nord-est par partie du numéro sept cent neuf (709), au nord-ouest par la rue du Moulin, au sud-ouest par le numéro six cent seize (616), et au sud-est par la Rivière Noire—avec une maison et autres dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 15 juin 1907. 1981.2  
[Première publication, 22 juin 1907.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Cour Supérieure, } **J**AMES S. MITCHELL,  
District de Bedford. } commerçant, de la cité  
No 7752. } de Sherbrooke, dans le  
district de Saint-François, et faisant affaires seul  
comme tel sous les nom et raison de J. S. Mitchell  
& Cie, Demandeur; contre les biens et terres de  
E. A. GLEASON, de la partie est du canton de  
Farnham, dans le district de Bedford, Défendeur.

Toute et chaque partie de cette partie ou étendue de terre située dans la dite partie est du canton de Farnham, faisant partie du lot numéro vingt-quatre (24), du deuxième rang des lots de l'arpentage primitif du dit canton, et maintenant comprenant tout le lot numéro cent quatre-vingt (180), et partie

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Beauharnois.*

Province of Quebec, } **J**OSEPH ALFRED  
District of Beauharnois, } MASSON, Plaintiff;  
No. 5272. } against DUNCAN  
McRAY, Defendant.

The undivided half of a land situate in the township of Dundee, known and described on the official plan and book of reference as number fifteen (15), of the second range of the said township of Dundee, in the county of Huntingdon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint Agnes of Dundee, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Salaberry of Valleyfield, 14th June, 1907. 1984  
[First published, 22nd June, 1907.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Province of Quebec, } **J**. WILLIAM SHAW &  
District of Montreal. } CO., Plaintiffs; vs.  
No. 2461. } CLEMENT MARCIL,  
Defendant.

A lot situate in the village of Saint John Chrysostom, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint John Chrysostom, as part of the number seven hundred and nine (709); bounded as follows: on the north east by part of number seven hundred and nine (709), on the north west by du Moulin street, on the south west by number six hundred and sixteen (616), and on the south east by Black River—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint John Chrysostom, on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Salaberry of Valleyfield, 15th June, 1907. 1982  
[First published, 22nd June, 1907.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Bedford.*

Superior Court, } **J**AMES S. MITCHELL, of  
District of Bedford. } the city of Sherbrooke, in  
No. 7752. } the district of Saint Francis,  
trader, and doing business alone as such under the  
firm, name and style of J. S. Mitchell & Co.,  
Plaintiff; against the goods and lands of E. A.  
GLEASON, of the east part of the township of  
Farnham, in the district of Bedford, Defendant.

All and singular that certain piece or parcel of land situate in the said east part of the township of Farnham, forming part of lot number twenty four (24), of the second range of lots of the primitive survey of said township, and now comprising the whole of lot number one hundred and eighty (180)

du lot cent soixante-dix-neuf (179), des plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, contenant huit acres et un huitième de terre en superficie tel que le tout est plus amplement décrit au long dans l'acte de vente consenti par un nommé Robert Robinson à James H. Hawkins, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Brome, sous le numéro 30084, vol. 50—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent, à Adamsville ainsi appelé, dans le comté de Brome, district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,  
Sweetsburg, 6 juillet 1907.

Shérif.  
2187

[Première publication, 13 juillet 1907.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : **GEORGES B. HOAG**, No 54, commerçant, de Rouses Point, dans l'état de New-York. l'un des états-unis d'Amérique. Demandeur; contre **DAME ALMIRA FOSBURGH**, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, veuve de feu Ruben C. Derrick, en son vivant bourgeois, du même lieu, Défenderesse.

La jouissance et usufruit la vie durant de la dite défenderesse, tel que réservée par elle, dans un acte de donation entrevifs, consenti par la dite dame Almira Fosburgh à Robert Bruce Derrick, devant Mre J.-B. Demers, notaire, en la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le 27 mai 1896, et enregistré sous le No 25169, dans le registre B, au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, le 17 avril 1906.

1° D'une terre située dans la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, dans la deuxième concession sur le domaine de la seigneurie de Lacolle, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard, sous le numéro soixante et dix (No 70), ayant une superficie d'environ cent quatre arpents—avec une maison, granges et autres bâtisses y érigées.

A distraire de la dite terre cette partie d'icelle achetée par et appartenant à The Napierreville Junction Railway Company.

2° D'une autre terre située au même lieu, connue comme étant la partie ouest du lot désigné sous le numéro soixante et treize (No 73) des susdits plan et livre de renvoi officiels, de la contenance de deux arpents de largeur sur environ vingt arpents de profondeur, contenue dans les bornes suivantes: d'un côté au sud, par le lot No 72, à l'ouest par la troisième concession sur le dit domaine, au nord par le lot No 74 et à l'est, en front par "The Montreal and Champlain Railway Company"—avec une grange y érigée. A distraire de cette dite dernière terre cette partie d'icelle achetée par et appartenant à "The Canada Atlantic Railway Company", et aussi cette autre partie de cette dite dernière terre achetée par et appartenant à "The Napierreville Junction Railway Company."

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 19 juin 1907.

Shérif.  
2009.2

[Première publication, 22 juin 1907.]

and part of lot one hundred and seventy nine (179), of the official plan and book of reference of the said east part of the township of Farnham, containing eight and one eighth acres of land in superficies as the whole is at length more fully described in the deed of sale from one Robert Robinson to James H. Hawkins, registered in the Brome county registry office, under the number 30084, vol. 50—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent, at Adamsville so called, on the county of Brome and district of Bedford, in the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,  
Sweetsburg, 6th July, 1907.

Sheriff.  
2188

[First published, 13th July, 1907.]

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville*

Saint John, to wit : **GEORGES B. HOAG**, No. 54, trader, of Rouses Point, in the state of New York, one the united states of America, Plaintiff; against **DAME ALMIRA FOSBURGH**, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, widow of the late Ruben C. Derrick, in his life time gentleman, of the same place, Defendant.

The enjoyment and usufruit during the life time of the said defendant, as reserved by her, in a deed of gift, *inter vivos*, consented by the said dame Almira Fosburgh unto Robert Bruce Derrick, before Mre J. B. Demers, notary, at the said parish of Saint Bernard de Lacolle, on the 27th May, 1896, and registered under the number 25169, in the register B, at the registry office of the county of Saint John, on the 17th April, 1906.

1. Of a farm situate in the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, in the second concession on the domain, in the seignior of Lacolle, known and designated by the number seventy (No. 70), of the official plan and book of reference of the said parish Saint Bernard, having a superficial area of about one hundred and four arpents—with a house, barns and other buildings thereon erected.

To be substracted from the said farm that part or portion of it bought by and belonging to the Napierreville Junction Railway Company.

2. Of an other farm situate at the same place, known as being the western part of the lot designated by the number seventy three (No 73), of the said official plan and book of reference, being two arpents in width by about twenty arpents in depth, comprised in the following boundaries: to the south on one side, by the lot No. 78, to the west by the third concession on the said domain, to the north by the lot No. 74, and to the east in front, by the Montreal and Champlain Railway Company—with a barn thereon erected. To be substracted from the said last farm, that part or portion of it bought by and belonging to the Canada Atlantic Railway Company, and also that other part or portion of this last farm bought by and belonging to The Napierreville Junction Railway Company.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Bernard de Lacolle, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,  
Saint John, 19th June, 1907.

Sheriff.  
2010

[First published, 22nd June, 1907.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Montmagny, à savoir : **D**AME ZOE MATTEAU, épouse de

Joseph Godbout, cultivateur, de la paroisse de Saint-Néré, comté de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre JOSEPH GODBOUT, de Saint-Néré susdit, Défendeur.

Un lot de terre en le deuxième rang de la paroisse de Lazare, dans le comté de Bellechasse, (maintenant de Saint-Néré, susdit comté), mesurant environ un arpent et demi sur trente arpents de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, sous le numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Néré, le QUATORZIEME jour d'AOUT 1907, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif,

Montmagny, 9 juillet 1907.

[Première publication, 13 juillet 1907.]

Shérif.

2193

## Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Quebec.*

Montmagny, to wit : **D**AME ZOE MATTEAU, wife of Joseph God-

bout, farmer, of the parish of Saint Néré, county of Bellechasse, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ; against JOSEPH GODBOUT, of Saint Néré aforesaid, Defendant.

A land situate in the second range of the parish of Saint Lazare, county of Bellechasse, (now of Saint Néré, said county), measuring about one arpent and a half by thirty arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare, as number two hundred and thirty four (234), of the cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Néré, on the FOURTEENTH day of AUGUST, 1907, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office,

Montmagny, 9th July, 1907.

[First published, 13th July, 1907.]

Sheriff.

2194

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : **T**HE CAPITAL BREWING COMPANY (LIMITED),

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre ZOEL PAILLE, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, commerçant, Défendeur, à savoir :

La moitié nord du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), dans le quartier quatre, de la dite cité de Hull, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, situé au coin des rues Inkerman et Victoria—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT.

Bureau du shérif,

Hull, 15 juin 1907.

[Première publication, 22 juin 1907.]

Shérif.

2017.2

## Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : **T**HE CAPITAL BREWING COMPANY (LIMITED), a

body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Ottawa, in the province of Ontario, Plaintiff ; against ZOEL PAILLE, of the city of Hull, in the district of Ottawa, trader, Defendant, to wit :

The north half of lot number one hundred and eighty five (185), in ward four, of the said city of Hull, according to the official plan and book of reference for said city, situate on the corner of Inkerman and Victoria streets—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 15th June, 1907.

[First published, 22nd June, 1907.]

Sheriff.

2018

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : **L**A CITE DE QUEBEC ; vs

No 297. **ALBERT HYACINTHE PETERS ET AL, à savoir :**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs

No 297. **ALBERT HYACINTHE PETERS ET AL, to wit :**

Le lot No 4 (quatre), de la subdivision du lot No 2568-4 (deux mille cinq cent soixante et huit-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Laporte—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet pour jusqu'au premier de mai 1908 au maintien du bail du dit lot en faveur de Jos. H. Boisvert, passé à Québec, devant le notaire C. E. Taschereau, le 3 mars 1906, et enregistré.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député shérif.  
Québec, 11 juillet 1907. 2205  
[Première publication, 13 juillet 1907.]

Lot No. 4 (four), of the subdivision of lot No. 2568-4 (two thousand five hundred and sixty eight-four), of the official cadastre of Saint Louis ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Laporte street—with the buildings thereon erected. Subject until the first of May, 1908 to the maintenance of the lease in favor of Jos. H. Boisvert, passed at Quebec, before C. E. Taschereau, on the 3rd of March, 1906, and registered.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 11th July, 1907. 2206  
[First published, 13th July, 1907.]

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Sorel, à savoir : } **PHILIAS MALO**, boucher, de  
No. 3489. } Belœil, Demandeur; contre  
**HERMENEGILDE MESSIER**, de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé au village de Belœil, sur la rue Saint-Joseph, étant partie du lot numéro cent vingt (pt. No 120), du cadastre officiel de la paroisse de Belœil, de soixante et treize pieds de front, mesure anglaise, sur une profondeur moyenne d'environ quatre-vingt-cinq pieds; tenant devant à la dite rue Saint-Joseph, en profondeur au lot No 114, d'un côté à Jean-Baptiste Lussier, et d'autre côté à Raymond Jodin—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 19 juin 1907. 2015  
[Première publication, 22 juin 1907.]

#### ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **MATHILDE BURCK**, fille  
No 2760 B. } majeure et usant de ses  
droits, de la paroisse de Saint-Guillaume, dans le district de Richelieu, Demanderesse; contre **VICTOR BURCK**, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume, dans le district de Richelieu, actuellement aux états-unis d'Amérique, et **JEAN BAPTISTE TURCOTTE**, de même lieu, en sa qualité de conseil judiciaire nommé au dit Victor Burck, aux fins d'assister ce dernier aux fins des présentes, Défendeurs, et **Désiré Vincent**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le dit district de Richelieu, curateur à la substitution créée par le testament de feu Daniel Burck, reçu devant On. Bellemare, notaire, et témoins y nommés, le 3 mars 1897, mis en cause.

Comme appartenant au dit Victor Burck :

Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant le lot numéro deux cent cinquante-cinq (No 255), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de la contenance de deux arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin de front du dit rang, en arrière à Prime Lefebvre, au sud-est à

### Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Sorel, to wit : } **PHILIAS MALO**, butcher, of  
No. 3489. } Belœil, Plaintiff; against  
**HERMENEGILDE MESSIER**, of Montreal, Defendant.

A piece of land situate in the village of Belœil, on Saint Joseph street, being part of number one hundred and twenty (pt. No. 120), of the official cadastre of the parish of Belœil, of seventy three feet in front, english measure, by an average depth of about eighty five feet; bounded in front by the said Saint Joseph street, in rear by lot No. 114, on one side by Jean Baptiste Lussier, and on the other side by Raymond Jodin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTY THIRD day of the month of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 19th June, 1907. 2016  
[First published, 22nd June, 1907.]

#### ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **MATHILDE BURCK**, spinster,  
No. 2760 B. } in the enjoyment of her rights,  
of the parish of Saint Guillaume, in the district of Richelieu, Plaintiff; against **VICTOR BURCK**, heretofore farmer, of the parish of Saint Guillaume, in the district of Richelieu, now in the United-States of America, and **JEAN BAPTISTE TURCOTTE**, of the same place, in his quality of judicial adviser appointed to the said Victor Burck, to assist him for the purposes hereof, Defendants, and **Désiré Vincent**, farmer, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the said district of Richelieu, curator to the substitution created by the will and testament of the late Daniel Burck, passed before On. Bellemare, notary, and witness therein named, on the 3rd of March, 1897, a party hereunto.

As belonging to the said Victor Burck :

A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in Le Cordon range, being lot number two hundred and fifty five (No. 255), of the official cadastre of the parish of Saint Guillaume d'Upton, containing two arpents in front by twenty one arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the front road of the said range, in rear by Prime Lefebvre, on the south east by Ovide

Ovide Dessert, et au nord-ouest à Ernest Belisle—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 18 juin 1907. 2013  
[Première publication, 22 juin 1907.]

Dessert, and on the north west by Ernest Belisle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the TWENTY FOURTH day of the month of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 18th June, 1907. 2014  
[First published, 22nd June, 1907.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—Quebec.*

No 1900. } **LOUIS JOSEPH BELLEAU,**  
Demandeur ; vs **JEAN-BTE**  
**ISABELLE,** Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé sur le premier rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, de 45 pieds de front sur 45 pieds de profondeur ; borné au nord au bout de la profondeur à Chs. Stevenson, au sud au chemin public, à l'est à Bart. Charest, et à l'ouest à Veuve Napoléon Robitaille, faisant partie du No 78, du cadastre officiel de la dite paroisse—avec maison, boutique et autres bâties, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement situé au même lieu, de 100 x 250 pieds ; borné au nord à la baie, à l'est à Théodore Bouffard, au sud et à l'ouest à Jean-Bte Desrosiers, faisant partie du No 75, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane, —avec un moulin à scies sus-construct, machines et machineries du dit moulin, et spécialement : un engin "Dutton" de 10 x 12, une bouilloire de 42 x 10, avec ses connections, y compris tuyau à fumée de 40 x 45 pieds, injecteur et un planeur universel sans cylindre à moulures, avec ses straps en caoutchouc et circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le TREIZIÈME jour d'AOUT 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 10 juillet 1907. 2223  
[Première publication, 13 juillet 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—Quebec.*

No. 1900. } **LOUIS JOSEPH BELLEAU,**  
Plaintiff ; vs **JEAN-BTE**  
**ISABELLE,** Defendant, to wit :

1. A lot situate in the first range of the parish of Saint Jérôme de Matane, of 45 feet in front by 45 feet in depth ; bounded on the north at the end of the said depth by Chs. Stevenson, on the south by the public road, on the east by Bart. Charest, and on the west by the widow Napoléon Robitaille, forming part of No. 78, of the official cadastre of the said parish—with house, workshop and other buildings, circumstances and dependencies.

2. Another lot situate at the same place, of 100 x 250 feet ; bounded on the north by the bay, on the east by Théodore Bouffard, on the south and west by Jean-Bte. Desrosiers, forming part of No. 75, of the official cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—with a saw mill thereon erected, machines and machinery of the said mill, and especially, a "Dutton" engine, of 10 x 12, a boiler of 42 x 10, with its connections, including therein a smoke stack of 40 x 45 feet, injector and universal planer without moulding cylinder, with its rubber straps, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme de Matane, on the THIRTEENTH day of AUGUST, 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 10th July, 1907. 2224  
[First published, 13th July, 1907.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour de Circuit, du comté de Champlain—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR PAQUIN,**  
No 99. } Demandeur ; vs  
**THEOPHILE BAILLARGEON,** Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, sur le premier rang est de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numero sept cent vingt-six (726), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas, comprenant aussi la paroisse de Saint-Adelphe ; bornée en front par la rivière Batiscan, en profondeur au cordon

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Circuit Court, for the county of Champlain—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **ARTHUR PAQUIN,**  
No. 99. } Plaintiff ; vs  
**THEOPHILE BAILLARGEON,** Defendant.

A land situate in the parish of Saint Adelphe, on the first range east of the river Batiscan, known and described as number seven hundred and twenty six (726), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Stanislas, comprising also the parish of Saint Adelphe ; bounded in front by the river Batiscan, in rear by the division line

des terres du rang Saint-Joseph, du côté nord par Léopold Lafontaine, et du côté sud par Onésime Mongrain—avec bâtisses, circonstances et dépendances. A distraire du dit immeuble, les emplacements appartenant à Thomas Brouillet, Joseph Gervais, Adélarde Lafontaine, Jeffrey Boisvert, Ovide Perron, Louis Baillargeon, William Lefebvre, Odilon Baillargeon, Ferdinand Baillargeon et Aurel Veillet, suivant leurs titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 10 juillet 1907. 2191  
[Première publication, 13 juillet 1907.]

### Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de juin 1907, d'adoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Vitalien Boulé, Hormisdas Adam et Henri Perrier, cultivateurs, de Saint-Jacques le Mineur, dans le comté de Laprairie.

District de Saguenay.—MM. Alexandre St-Louis, de Moisie et Jean Giasson, des Sept-Iles, comté de Saguenay, tous deux pêcheurs.

District de Pontiac.—M. Thomas Dale, cultivateur, du canton Thorne, (Greer Mount P. O.), comté de Pontiac.

District de Saint-François.—MM. Ovide Lajeunesse, fromager, et Eugène Gagné, marchand, de la partie sud-ouest du canton Ham, (Saint-André de Ham), comté de Wolfe.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de juillet 1907, de nommer MM. Arthur Globensky, avocat et conseil du Roi, et Charles Blair Gordon, vice-président et gérant de la Dominion Textile Co., de la cité de Montréal, et Georges Marois, sr, greffier du bureau des placements du travail, de la cité de Québec, membres de la commission instituée par l'acte 7 Ed. VII, ch. 5, pour étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de juillet 1907, de nommer M. Léon Garneau, avocat, de la cité de Montréal, secrétaire de la commission instituée par la loi 7 Ed. VII, ch. 5, pour étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail. 2211

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du troisième jour de juillet 1907, de nommer M. Félix Marois, greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, de la cité de Québec, inspecteur des établissements industriels et des édifices publics pour la province Québec, et plus spécialement pour la division d'inspection de Québec. 2209

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Edouard T. Fournier, marchand,  
Failli.  
Avis est par le présent donné que le dit failli a,

of the lands of the range Saint Joseph, on the north side by Leopold Lafontaine, and on the south side by Onésime Mongrain—with buildings, circumstances and dependencies. Reserving from the said immovable, the lots belonging to Thomas Brouillet, Joseph Gervais, Adélarde Lafontaine, Jeffrey Boisvert, Ovide Perron, Louis Baillargeon, William Lefebvre, Odilon Baillargeon, Ferdinand Baillargeon and Aurel Veillet, according to their title deeds.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Adelphe, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Three Rivers, 10th July, 1907. 2192  
[First published, 13th July, 1907.]

### Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of June, 1907, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal.—Messrs. Vitalien Boulé, Hormisdas Adam and Henri Perrier, farmers, of Saint Jacques le Mineur, in the county of Laprairie.

District of Saguenay.—Messrs. Alexandre St. Louis, of Moisie, and Jean Giasson, of Seven Islands, county of Saguenay, both fishermen.

District of Pontiac.—Mr. Thomas Dale, farmer, of township Thorne, (Greer Mount P. O.), county of Pontiac.

District of Saint Francis.—Messrs. Ovide Lajeunesse, cheese maker, and Eugene Gagné, merchant, of the south west part of township Ham, (Saint Andrew of Ham), county of Wolfe.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint by order in council, dated the third day of July, 1907, Messrs. Arthur Globensky, advocate and King's Counsel, and Charles Blair Gordon, vice president and manager of the Dominion Textile Co., of the city of Montreal, and Georges Marois, sr., clerk of the Bureau des Placements du Travail, of the city of Quebec, members of the commission, by the act 7 Ed. VII, ch. 5, to study the remedies to which labor accidents give rise. 2211

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by order in council, dated the third day of July, 1907, Mr. Leon Garneau, advocate, of Montreal, secretary of the commission, established by the Act 7 Ed. VII, ch. 5, to study the remedies to which labor accidents give rise. 2211

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint by order in council, dated the third day of July, 1907, Mr. Felix Marois, clerk of the council of conciliation and arbitration, of the city of Quebec, inspector of industrial establishments and public buildings for the province of Quebec, and more especially for the inspection division of Quebec. 2212

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Edouard T. Fournier, merchant,  
Insolvent.  
Notice is hereby given that the said insolvent

le 10 juillet 1907, fait une cession de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire pour la cour supérieure à Montréal.

CHEVRIER & PARAYRE,  
Créanciers.  
Par CHARTRAND & TURGEON,  
Comptables.

55, Saint-François-Xavier, Montréal.

2219

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de P. P. Duval, épiciier, de la cité de  
Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 30ième jour de juillet 1907.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, 11 juillet 1907.

2221

*District de Québec.*

Dans l'affaire de A. Bédard & Cie, marchands,  
Portneuf, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9 juillet 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 11 juillet 1907.

2217

*District de Québec.*

Dans l'affaire de Ludger Touzin, marchand, Lac au  
Sable, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9 juillet 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 11 juillet 1907.

2215

*District de Saguenay.*

Dans l'affaire de Ulysse Tremblay, marchand, Saint-  
Siméon, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 juillet 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 11 juillet 1907.

2213

has, the 10th of July, 1907, made in abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary for the superior court at Montreal.

CHEVRIER & PARAYRE,  
Creditors.  
By CHARTRAND & TURGEON,  
Accountants.

55, Saint François Xavier, Montreal.

2220

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of P. P. Duval, grocer, of the city of  
Montreal, Insolvent,

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 30th day of July, 1907.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

60, Notre Dame East, Montreal.

Montreal, 11th July, 1907.

2222

*District of Quebec.*

In the matter of A. Bedard & Co., merchants,  
Portneuf, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 9th July, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 11th July 1907.

2218

*District of Quebec.*

In the matter of Ludger Touzin, merchant, Lac au  
Sable, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 9th July, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 11th July, 1907.

2216

*District of Saguenay.*

In the matter of Ulysse Tremblay, merchant, Saint  
Siméon, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 31st July, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 11th July, 1907.

2214

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 28.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : —**Dmes Cooke vs Dewar, 1038 ; Dézielle dit Labrèche vs Reignier, 1039 ; Laberge vs Trudeau, 1039.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —**Dmes Delorme vs Lambert, 1039 ; Rivard vs Guérin, 1039.

**ANNONCEURS : — Avis aux : —**Concernant avis, etc., 1025

**AVIS : —**Loi des différends ouvriers de Québec, 1034.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. : —**Avis au sujet des : —Assemblée législative, 1036 ; Conseil législatif, 1034.

**COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS : —**Broughton Asbestos Fibre Co, 1033.

**EXAMENS : —**Pour inspecteur d'écoles, 1033.

**FAILLIS : —**Bédard & Cie, 1048 ; Blitz (Dme), 1040 ; Duval, 1048 ; Fournier, 1047 ; Fraser, 1040 ; Larue, 1039 ; Moses, 1039 ; Neimson, 1040 ; Touzin, 1048 ; Tremblay, 1048.

**LETTERS PATENTES : —**Canada Asbestos Coy, 1031 ; Club Canadien de Hull, 1033 ; Côté Multiple Compass Co, 1031 ; Frontenac Asbestos Mining Co, 1026 ; Hudsons Consolidated Co, 1027.

**LETTERS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : —**Bonneville & Gagnon, 1033.

**NOMINATIONS : —**Inspecteur de manufactures : — District de Québec, 1047.

Juges de paix : — District de Montréal, 1025 ; District de Tro s-Rivières, 1026.

Juges de paix en vertu de l'article 2572 S. R., 1025.

Juges de paix : — Commissaire et secrétaire, accidents de travail, 1047.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT —**F. Alb. Labelle, 1034.

**PROCLAMATION : —**Convocation des chambres, 1026.

### VENTES PAR LES SHÉRIFS .

**ARTHABASKA : —**Chapman Frère vs Lalonde et al, 1041 ; Duff vs Lambert, 1041.

**BEAUCHE : —**Audet vs héritiers Goupil, 1041.

**BRAUMARNOIS : —**Manson vs McRay, 1042 ; Shaw & Co vs Marcil, 1042.

**BEDFORD : —**Mitchell vs Eleason, 1042.

**IBERVILLE : —**Hoag vs Dme Fosburgh, 1043.

**MONTMAGNY : —**Matteau (Dme) vs Godbout, 1044.

**OTTAWA : —**The Capital Brewing Coy vs Paille, 1044.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 28.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —**Dmes Cooke vs Dewar, 1038 ; Dézielle dit Labrèche vs Reignier, 1039 ; Laberge vs Trudeau, 1039.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —**Dmes Delorme vs Lambert, 1039 ; Rivard vs Guérin, 1039.

**ADVERTISERS : —**Notice to : — Respecting notices, &c, 1025.

**NOTICE : —**The Quebec Trade Disputes' Act, 1034.

**PRIVATE BILLS, P. Q. : —**Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1036 ; Legislative Council, 1034.

**COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : —**Broughton Asbestos Fibre Co, 1033.

**EXAMINATIONS : —**For school inspector, 1033.

**INSOLVENTS : —**Bédard & Cie, 1048 ; Blitz (Dme), 1040 ; Duval, 1048 ; Fournier, 1047 ; Fraser, 1040 ; Larue, 1039 ; Moses, 1039 ; Neimson, 1040 ; Touzin, 1048 ; Tremblay, 1048.

**LETTERS PATENT : —**Canada Asbestos Coy, 1031 ; Club Canadien de Hull, 1033 ; Côté Multiple Compass Coy, 1031 ; Frontenac Asbestos Mining Co, 1026 ; Hudsons Consolidated Co, 1027.

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : —**Bonneville & Gagnon, 1033.

**APPOINTMENTS : —**Manufacture inspector : — District of Québec, 1047.

Justice of the peace : — District of Montreal, 1025 ; District of Three Rivers, 1026.

Justice of the peace in vertu of article 2572 S. R., 1025.

Justice of the peace, commissioner and secretary, labor accident, 1047.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : —**F. Alb. Labelle, 1034.

**PROCLAMATION : —**Parliament convoked, 1026.

### SHERIFFS' SALES :

**ARTHABASKA : —**Chapman Bros vs Lalonde et al, 1041 ; Duff vs Lambert, 1041.

**BEAUCHE : —**Audet vs estate Goupil, 1041.

**BRAUMARNOIS : —**Manson vs McRay, 1042 ; Shaw & Co. vs Marcil, 1042.

**BEDFORD : —**Mitchell vs Eleason, 1042.

**IBERVILLE : —**Hoag vs Dme Fosburgh, 1043.

**MONTMAGNY : —**Matteau (Dme) vs Godbout, 1044.

**OTTAWA : —**The Capital Brewing Coy vs Paille, 1044.

QUÉBEC : —Cité de Québec vs Peters et al, 1044.

RICHELIEU : — Burck (Delle) vs Burck et al, 1045 ;  
Malo vs Messier, 1045.

RIMOUSKI : —Belleau vs Isabelle, 1046.

TROIS-RIVIÈRES : Paquin vs Baillargeon, 1046.

QUÉBEC : —City of Quebec vs Peiers et al, 1044.

RICHELIEU : —Burck (Delle) vs Burck et al, 1045  
Malo vs Messier, 1045.

RIMOUSKI : —Belleau vs Isabelle, 1046.

THREE RIVERS : —Paquin vs Baillargeon, 1046.